

218C1159
FR0000125585-FS0629

29 juin 2018

Déclaration de franchissement de seuil (article L. 233-7 du code de commerce)

CASINO GUICHARD-PERRACHON

(Euronext Paris)

Par courrier reçu le 29 juin 2018, la société BlackRock Inc. (55 East 52nd Street, New York, 10055, Etats-Unis), agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion¹, a déclaré avoir franchi en hausse, le 28 juin 2018, le seuil de 5% du capital de la société CASINO GUICHARD-PERRACHON et détenir, pour le compte desdits clients et fonds, 5 529 530 actions CASINO GUICHARD-PERRACHON² représentant autant de droits de vote, soit 5,02% du capital et 3,40% des droits de vote de cette société³.

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions CASINO GUICHARD-PERRACHON hors marché et d'une augmentation du nombre d'actions CASINO GUICHARD-PERRACHON détenues à titre de collatéral.

¹ Le gestionnaire d'investissement dispose du pouvoir discrétionnaire d'exercer les droits de vote attachés aux titres détenus, sauf demande expresse de clients de garder le contrôle sur les droits de vote.

² Dont (i) 139 147 actions CASINO GUICHARD-PERRACHON assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 4° bis du code de commerce provenant de « *contracts for differences* » (CFD) sans échéance prévue, portant sur autant d'actions CASINO GUICHARD-PERRACHON, réglés exclusivement en espèces, (ii) 778 915 CASINO GUICHARD-PERRACHON assimilées au titre des dispositions de l'article L. 233-9 I, 6° du code de commerce du fait de la conclusion d'un prêt de titres, et (iii) 774 823 actions CASINO GUICHARD-PERRACHON détenues à titre de collatéral. Le déclarant a précisé détenir par ailleurs 292 226 actions CASINO GUICHARD-PERRACHON pour le compte de clients (non prises en compte dans la détention visée au 1^{er} alinéa) pour lesquelles ceux-ci ont conservé l'exercice des droits de vote.

³ Sur la base d'un capital composé de 110 247 493 actions représentant 162 461 971 droits de vote, en application du 2^{ème} alinéa de l'article 223-11 du règlement général.